



WORLDWIDE REACH. HUMAN TOUCH.

JANVIER 2025

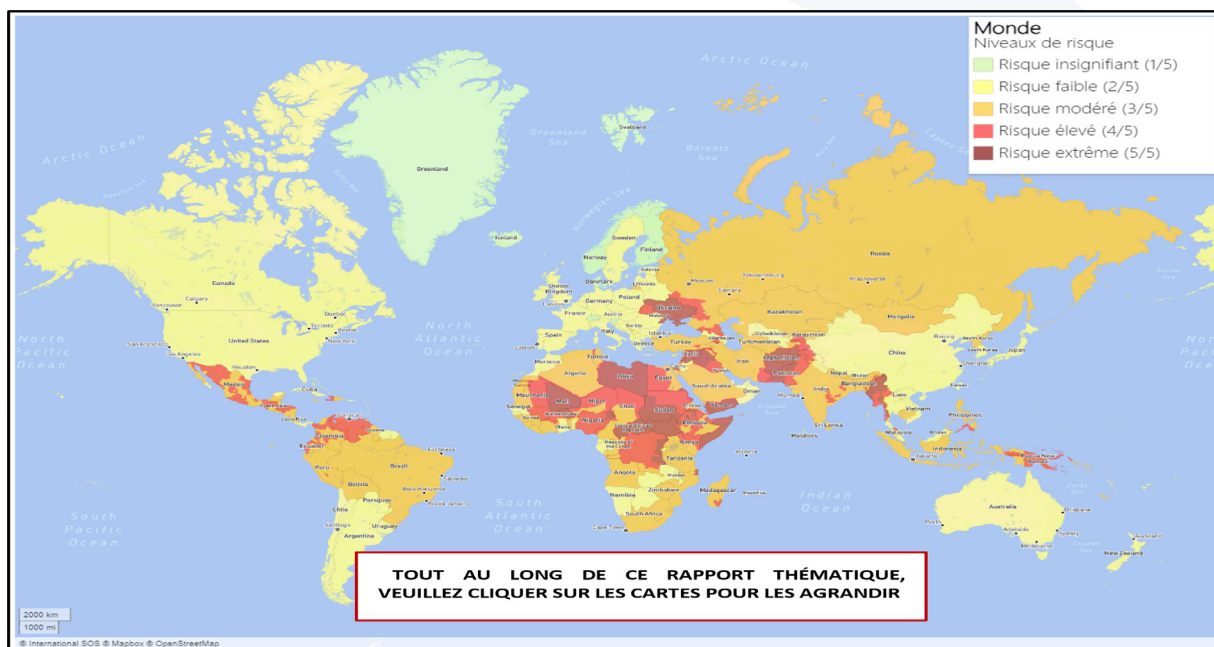
Rapport THÉMATIQUE

**ENJEUX ET
DÉFIS
SÉCURITAIRES**

ENJEUX ET DÉFIS SÉCURITAIRES

AFRIQUE | MOYEN-ORIENT & AFRIQUE DU NORD | EUROPE & CEI | AMÉRIQUES | ASIE & PACIFIQUE

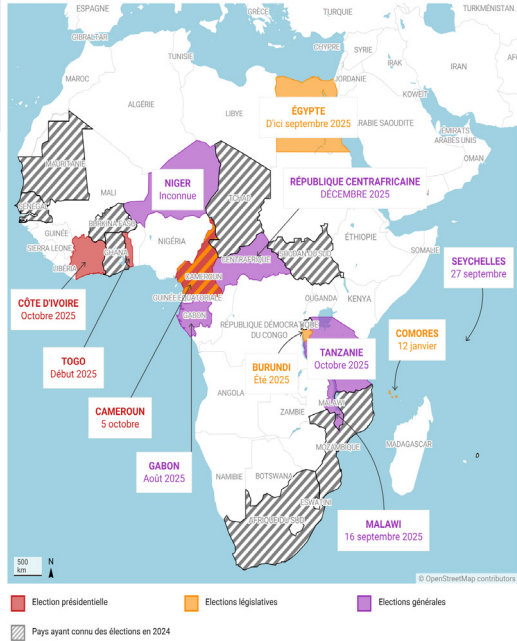
L'année 2024 a confirmé l'évolution sécuritaire de ces dernières années tendant vers l'inscription dans le temps d'une permacrise, c'est-à-dire d'une situation où les crises s'entremêlent, voire se superposent, de façon ininterrompue. Le [Moyen-Orient](#) s'est avéré à cet égard d'un cas d'école : au conflit israélo-palestinien sont venues se greffer d'autres crises comme l'escalade régionale majeure entre [Israël](#) et l'[Iran](#), l'invasion terrestre du [Liban](#) par les forces israéliennes, la chute du régime al-Assad en [Syrie](#) ou encore la reprise des affrontements entre les Kurdes et les forces turques et/ou soutenues par ces dernières. Au-delà du Moyen-Orient, les tentatives de coup d'Etat en [Bolivie](#) et en [République démocratique du Congo](#), la crise politique en [Corée du Sud](#), les émeutes en [Nouvelle-Calédonie](#) ou encore le cyclone ayant ravagé Mayotte sont autant d'exemples de cette permacrise protéiforme et imprévisible.



L'année 2025 promettant de ne pas déroger à cette règle, le présent rapport thématique entend dresser les enjeux et défis sécuritaires des prochains mois à surveiller au vu des tendances actuelles, en rappelant notamment les échéances électorales majeures, les conflits dont l'intensité ne devrait pas diminuer ainsi que les tendances sécuritaires à surveiller.

Il convient de rappeler en préambule de ce rapport thématique que ce dernier entend synthétiquement dégager les enjeux sécuritaires à venir. Ainsi, en complément des productions que nous ne manquerons pas de vous faire parvenir tout au long de l'année (Horizon Sécurité, Zoom...) en amont de tout événement ou enjeu sécuritaire notable, n'hésitez pas à nous contacter directement afin que nous vous fournissions une analyse sur mesure, à jour et accompagnée comme toujours de nos recommandations personnalisées.

Afrique - Échéances électorales en 2025



Carte: International SOS | Pôle sécurité francophone • Créé avec Datawrapper

ÉCHÉANCES

Si l'Afrique connaîtra moins d'échéances électorales qu'en 2024, nombre d'entre elles revêtiront tout de même un caractère hautement sensible d'un point de vue sociopolitique et, partant, sécuritaire. La Côte d'Ivoire et le Cameroun, en particulier, organiseront tous deux leur élection présidentielle en octobre 2025 dans un contexte de défiance accrue à l'encontre des autorités.

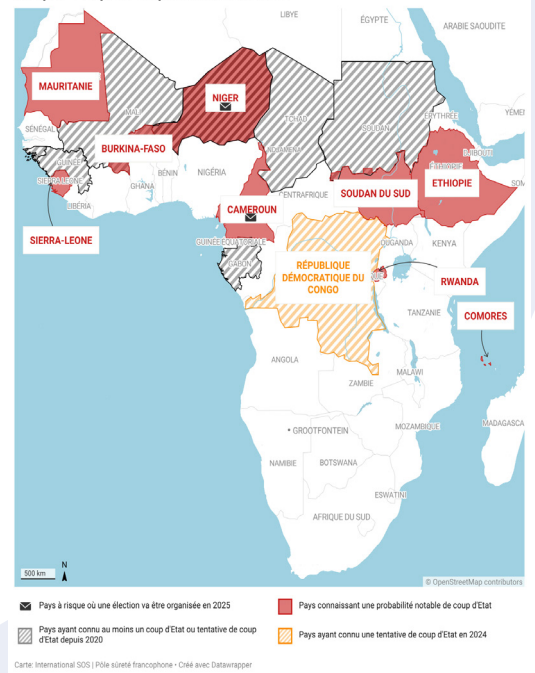
La propension de la plupart des forces de sécurité africaines à recourir à la violence parfois létale pose, d'emblée, un risque pour tout collaborateur présent dans ces pays lors des élections.

COUPS D'ÉTAT

L'année 2024 s'est montrée, là aussi, moins chargée en renversements de régime que les précédentes années. Toutefois, une tentative de coup d'Etat a été recensée en République démocratique du Congo (RDC) tandis que les tensions sociopolitiques restent fortes dans les pays ayant connu des putschs récemment, à l'instar du Niger et du Burkina-Faso notamment.

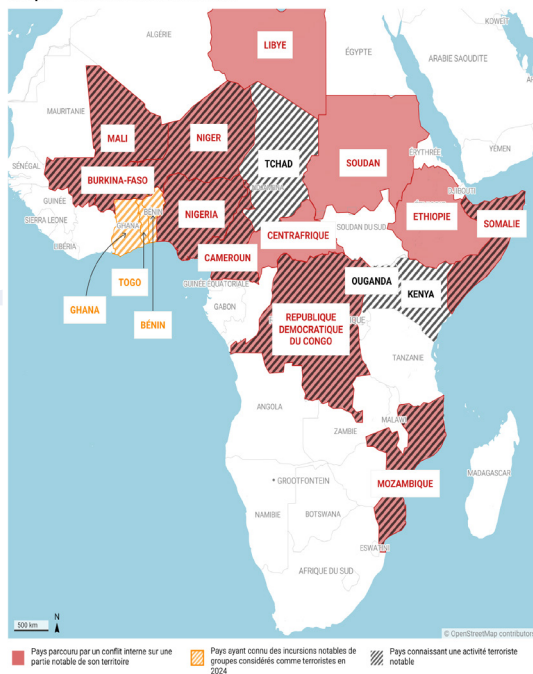
Le Cameroun figure toujours comme l'un des pays nécessitant la plus grande surveillance en raison de l'élection présidentielle d'octobre 2025 et de l'ébullition dans laquelle la disparition mystérieuse du président Paul Biya avait plongé le pays durant plusieurs semaines en octobre dernier. Dans d'autres pays comme l'Éthiopie, le gouvernement a fait savoir à deux reprises en 2024 que les préparatifs d'un coup d'État étaient « en cours ».

Afrique - Coups d'Etat passés et à craindre



Carte: International SOS | Pôle sécurité francophone • Créé avec Datawrapper

Afrique - Conflits et menace terroriste



Carte: International SOS | Pôle sécurité francophone • Créé avec Datawrapper

CONFLITS ET TENSIONS RÉGIONALES

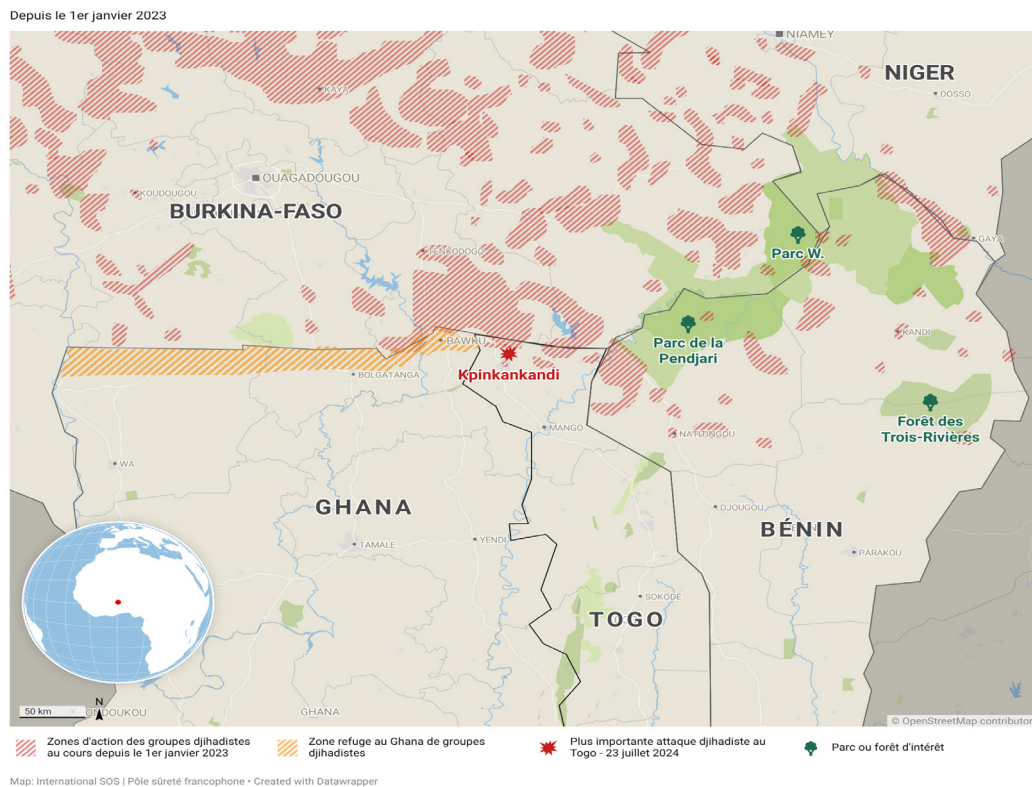
Les principaux points d'attention en la matière seront :

- La reprise des affrontements et insurrections en République démocratique du Congo (M23, Forces démocratiques alliées [ADF]...) et leur propagation à l'Ouganda voisin ;
- L'accroissement des incursions terrestres de groupes djihadistes dans le nord du Bénin, du Togo et, dans une moindre mesure, du Ghana ;
- L'intensification du conflit entre les Touaregs et l'armée malienne, épaulée de mercenaires russes, dans le nord du Mali ;
- La poursuite de l'expansion des zones d'activité et d'influence des organisations djihadistes armées dans le Sahel, notamment au Mali, Burkina-Faso, Niger et Tchad.

> AFRIQUE

LES INCURSIONS DJIHADISTES TRANSFRONTALIÈRES AU BÉNIN, TOGO ET GHANA

En pleine expansion au Sahel, où elles profitent notamment du désengagement militaire américain et européen, les organisations djihadistes armées étendent, de façon croissante, leur zone d'action et d'influence en Afrique subsaharienne, et notamment dans le nord du [Ghana](#), [Bénin](#) et [Togo](#). Ces trois pays bénéficient d'un soutien international mais ne parviennent que difficilement à freiner l'expansion djihadiste : celle-ci, et son incidence sur la stabilité sécuritaire de ces trois pays en particulier, seront l'un des points d'attention en Afrique de l'année 2025.



DES ZONES TRADITIONNELLES DE FRICTION ETHNO-RELIGIEUSES

L'expansion de l'aire d'influence des groupes djihadistes dans les régions septentrionales ghanéennes, togolaises et béninoises s'appuie non seulement sur leurs zones d'opérations situées au [Burkina-Faso](#) et au [Niger](#) mais aussi sur un terreau favorable à une telle expansion : en effet, la région s'étirant au sud de la bande sahélo-saharienne et au nord de l'Afrique subsaharienne est connue comme zone traditionnelle de friction ethnoreligieuse en raison, notamment, de son rôle de véritable ligne de contact entre les zones de peuplement africaines à majorité chrétienne (peu ou prou la moitié méridionale de l'Afrique) et à majorité musulmane (zones septentrionales et méridionales du continent) ; les conflits agro-pastoraux y sont parmi les plus violents et notables d'Afrique.

DES ACTIVITÉS DJIHADISTES DE PLUS EN PLUS RÉGULIÈRES

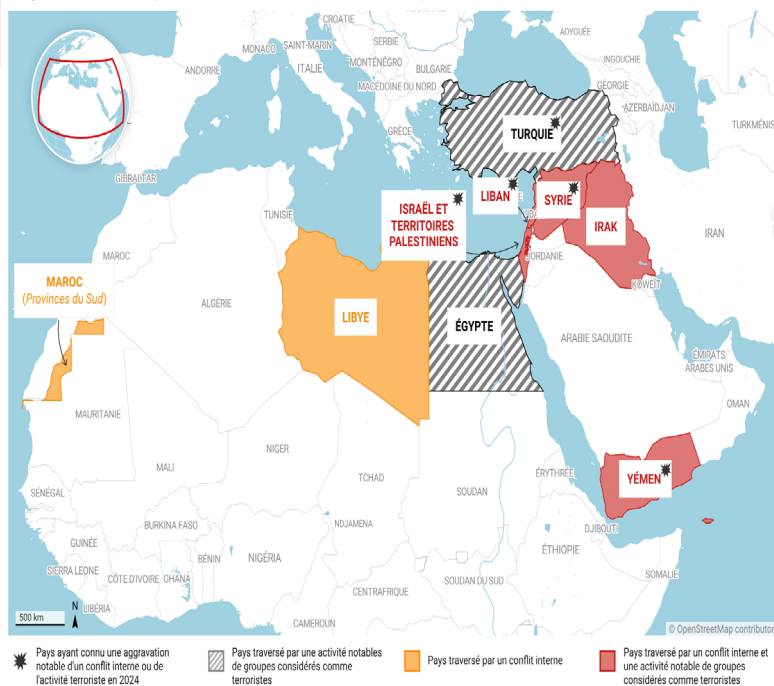
Concrètement, cette évolution à la hausse de l'activité des organisations djihadistes se traduit par une intensification du nombre d'attaques comme de leur audace – l'attaque d'une base togolaise à [Kpinkankandi](#) le 23 juillet 2024 par plus d'une centaine de combattants du GNIM en témoigne - mais aussi par une implantation de plus en plus durable au sein de ces territoires : des activités d'endoctrinement politico-religieux et de recrutement sont ainsi régulièrement observées dans ces territoires. Pour ce faire, les organisations djihadistes exploitent un terrain favorable à leurs opérations : au nord du [Bénin](#), le couvert offert par les [parcs W](#) et [de la Pendjari](#) permet aux combattants de se mouvoir sans être détectés par la surveillance aérienne ; au [Togo](#), les steppes herbeuses unissant le nord du pays au Burkina-Faso permettent aux groupes armés de réaliser sans gêne des raids rapides en territoire togolais avant de se réfugier rapidement sur le sol burkinabé.

CONFLITS ET TENSIONS RÉGIONALES

La région de l'[Afrique et du Nord](#) et du [Moyen-Orient](#) restera caractérisée par une très forte instabilité sécuritaire et des tensions régionales prononcées. L'année 2024 a en effet connu plusieurs épisodes d'escalade notable à travers la région : l'[Iran](#) et [Israël](#) ont, pour la première fois de leur histoire, échangé des tirs directs à deux reprises, en mars et octobre 2024 ; les Houthis sont également parvenus, pour la première fois depuis le 7 octobre 2023, à frapper directement le territoire israélien, conduisant aux premières frappes de représailles israéliennes sur le [sol yéménite](#). Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a, quant à lui, renoué pour la première fois en 12 ans avec les attentats contre des cibles civiles en [Turquie](#).

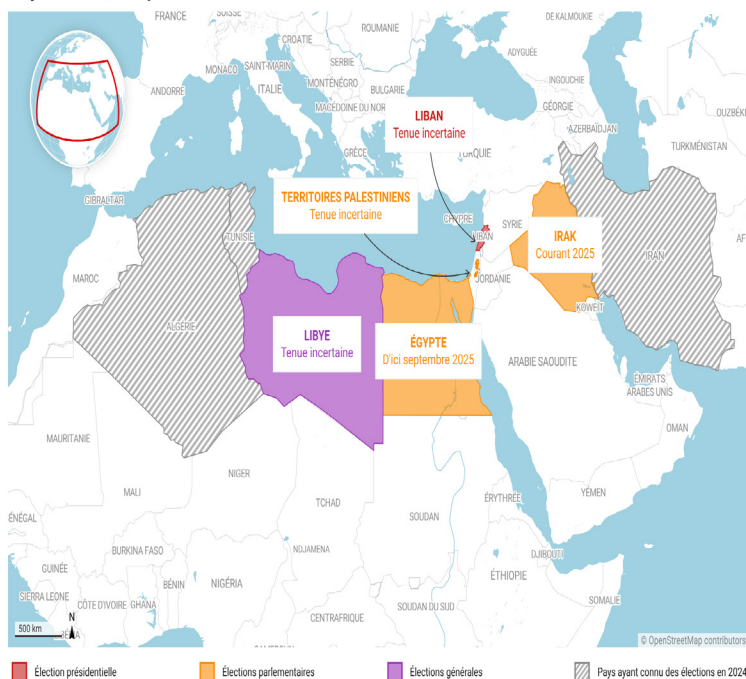
L'année à venir sera donc encore certainement marquée par les tensions inhérentes opposant [Israël](#) à ses adversaires ; le sort des Kurdes en [Syrie](#), qui pourraient subir prochainement une vaste attaque combinée des forces syriennes islamistes et des Turcs, sera un autre élément potentiel de déstabilisation.

Moyen-Orient / Afrique du Nord - Des crises sécuritaires protéiformes



Carte: International SOS | Pôle sûreté francophone • Créé avec Datawrapper

Moyen-Orient / Afrique du Nord - Échéances électorales en 2025



Carte: International SOS | Pôle sûreté francophone • Créé avec Datawrapper

ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

Après une année 2024 marquée par une certaine résignation électorale -les président tunisien Kaïs Saïed et algérien Abdelmajid Tebboune ont été réélus respectivement avec 90,69% et 84,30% des voix sans réaction majeure de la part de l'opposition, quasi-inexistante en raison des coups de butoir menés à son encontre par les autorités dans les deux pays-, l'année 2025 devrait se caractériser, essentiellement, par le combat en [Libye](#), au [Liban](#) et au sein des [Territoires palestiniens](#) visant à organiser des élections cruciales pour ces trois pays.

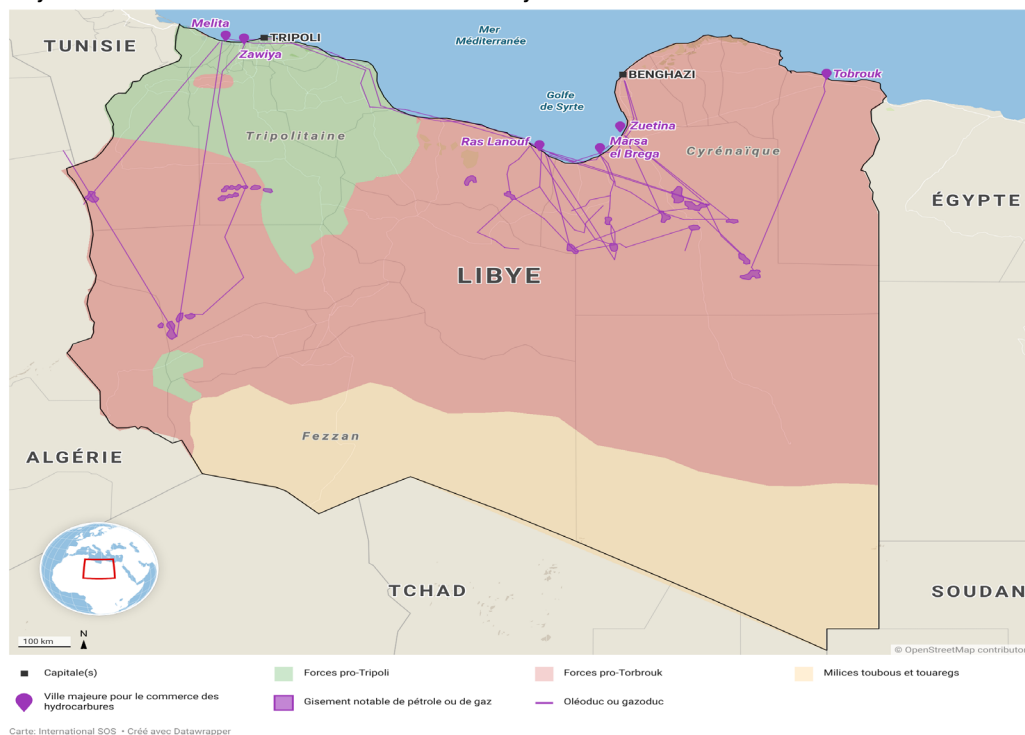
En effet, la Libye attend ses élections générales depuis 2018 mais ne parvient à les organiser en raison des désaccords quasi-permanents entre les deux factions rivales contrôlant actuellement le pays ; au Liban, pays sans président depuis le 31 octobre 2022, l'urgence d'élire un nouveau chef d'Etat apparaît d'autant plus forte à l'aune du conflit entre [Israël](#) et le Hezbollah et des bouleversements géopolitiques chez son voisin syrien. Au sein des Territoires palestiniens, la question d'un renouvellement du corps exécutif apparaît primordial et au coeur même des discussions actuellement à l'oeuvre parmi la communauté internationale.

> MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

LA SITUATION POLITIQUE EN LIBYE : VERS DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES EN 2025 ?

La Libye apparaît avec le Yémen et la Syrie comme l'un des pays du Moyen-Orient les plus touchés par la guerre ou, du moins, une insécurité généralisée, caractérisée par une présence étatique erratique et la présence de nombreux acteurs armés, militaires comme paramilitaires, libyens comme étrangers. Pourtant, un processus de normalisation de la situation est porté par l'ONU et nombreux acteurs internationaux de taille comme l'Italie, qui a rétabli en 2024 ses liaisons aériennes avec le pays. Quelles perspectives pour ce pays aux richesses considérables en hydrocarbures ?

Libye - Zones d'évolution des factions et ressources en hydrocarbures



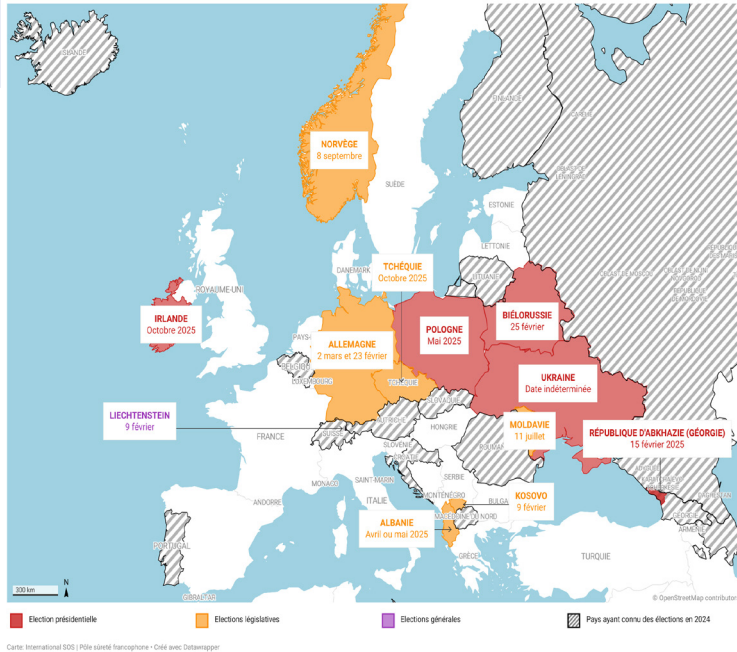
UN CONDOMINIUM DE POLITIQUE PARTAGÉ PAR TRIPOLI ET BENGHAZI

La Libye est actuellement divisée en deux entités politiques basées en Tripolitaine, à l'ouest, et en Cyrénaïque, à l'est. À l'ouest, à [Tripoli](#), le Gouvernement d'union nationale (GNU), dirigé par Abdel Hamid Dbeibah, est soutenu par les Nations Unies, la [Turquie](#), le [Qatar](#) ou encore l'[Italie](#). À l'est, à [Tobrouk](#) et [Benghazi](#), se trouve le Gouvernement de stabilité nationale (GSN), mené par le seigneur de guerre Khalifa Haftar et le Premier Ministre Osama Saad Hammad Saleh, soutenu par la [France](#), la [Russie](#) – et avec elle le groupe armé Wagner-, l'[Égypte](#) ou encore l'[Arabie Saoudite](#). Chaque gouvernement tente, depuis 2011, d'imposer en vain son autorité sur le reste du pays, aboutissant en un vide étatique dont les principaux bénéficiaires sont les organisations criminelles, les milices toubous et touaregs dans le sud et, plus encore, divers acteurs étrangers profitant de la situation pour y établir une présence stratégique : outre la Turquie, la Russie semble se repositionner dans le pays depuis la chute du régime syrien en décembre 2024.

UN PROCESSUS DIFFICILE DE NORMALISATION POLITIQUE

Alors que les appels de nombreux groupes de la société civile libyenne visant à encourager l'ONU à revitaliser le processus de normalisation politique en Libye se sont multipliés en 2024, les Nations Unies, à travers la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), apparaissent comme le principal acteur à la manoeuvre pour résoudre l'impasse politique dans le pays. Plusieurs sessions de discussions entre Tripoli et Benghazi ont ainsi pu être organisées ces derniers mois sous l'égide de la MANUL, malgré l'éclosion régulière d'actes de violence entre les deux factions rivales ; outre des affrontements parfois meurtriers, citons par exemple l'enlèvement du directeur de la Banque centrale libyenne en août dernier. Alors que la MANUL a proposé un nouveau plan de route mi-décembre 2024, la question de la capacité des acteurs locaux à organiser des élections générales en 2025 reste aujourd'hui toute ouverte.

Europe et Communauté des Etats indépendants (CEI) - Échéances électorales en 2025



ÉLECTIONS ET TENSIONS POLITIQUES

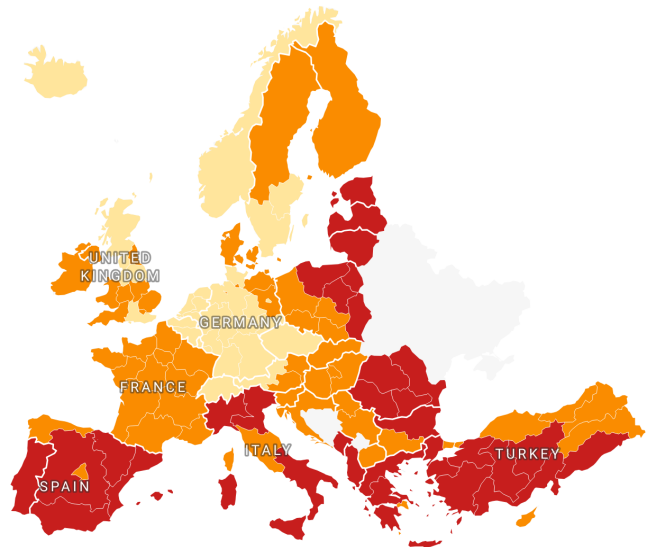
Continent rassemblant traditionnellement le plus grand nombre d'élections, l'Europe ne fera pas exception cette année. De nombreuses élections majeures sont prévues et seront potentiellement sources de troubles sociaux, notamment au vu des tensions ayant entouré les scrutins géorgiens ou roumains, en particulier autour du rapport à la Russie et à l'Union européenne. À cet égard, les élections en [Pologne](#) et en [Moldavie](#) seront tout particulièrement à surveiller.

Au-delà même des élections, la situation politique de plusieurs pays connaît des impasses ou des désordres majeurs ; il en va ainsi de la [France](#) et de l'[Allemagne](#), dont la radicalisation des forces politiques respectives a abouti en la perte de recherche de tout compromis. Cette instabilité politique favorise mécaniquement l'émergence de troubles sociaux à même de dégénérer en affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

Vulnérabilité de l'Europe aux désastres naturels

Combinaison entre l'exposition des territoires aux catastrophes naturelles et la préparation de ces derniers en la matière

Vulnérabilité faible (jaune) | Vulnérabilité modérée (orange) | Vulnérabilité élevée (rouge)



Map: International SOS | Pôle sûreté francophone • Source: EUROSTAT, EPSON, EIGE • Created with Datawrapper

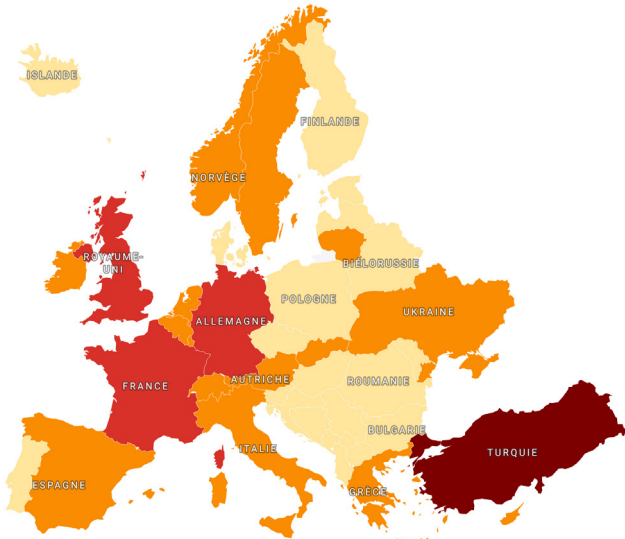
DES RISQUES NATURELS TOUJOURS PLUS GRANDS

Comme l'année 2024 et ses nombreux désastres naturels et climatiques ont pu le laisser entrevoir –à l'instar des quelque 205 morts causées par les inondations historiques en [Espagne](#) en novembre dernier, ou encore les feux de forêt qui avaient menacé la capitale grecque [Athènes](#) elle-même-, l'année 2025 devrait connaître également une forte menace de catastrophes naturelles : tandis qu'un Européen sur huit résiderait dans une zone à risque d'inondation, les feux de forêt continuent de se montrer toujours plus menaçants en raison du réchauffement climatique, avec par exemple l'équivalent de la moitié de la superficie de [Chypre](#) réduit en cendres au cours de l'année écoulée.

Alors que la dernière saison des tempêtes en a vu un total de 44 s'abattre sur l'Europe - la plus intense d'entre elles, la tempête Ingunn, ayant entraîné la mort de 77 personnes -, l'Union européenne se prépare à faire face à des catastrophes naturelles toujours plus fortes.

Europe - Niveaux de la menace terroriste

Risque faible (jaune) | Risque modéré (orange) | Risque notable (rouge) | Risque élevé (rouge foncé)



Carte: International SOS | Pôle sûreté francophone - Créé avec Datawrapper

UNE MENACE TERRORISTE TOUJOURS OMNIPRÉSENTE

Le Vieux Continent continuera en 2025 à faire face à une menace terroriste omniprésente et protéiforme : si le risque posé par les groupes djihadistes apparaît comme le plus prégnant, celui posé par des groupuscules d'ultra-gauche ou d'extrême-droite est une réalité dans plusieurs pays européens, notamment la [France](#), l'[Allemagne](#) et l'[Italie](#).

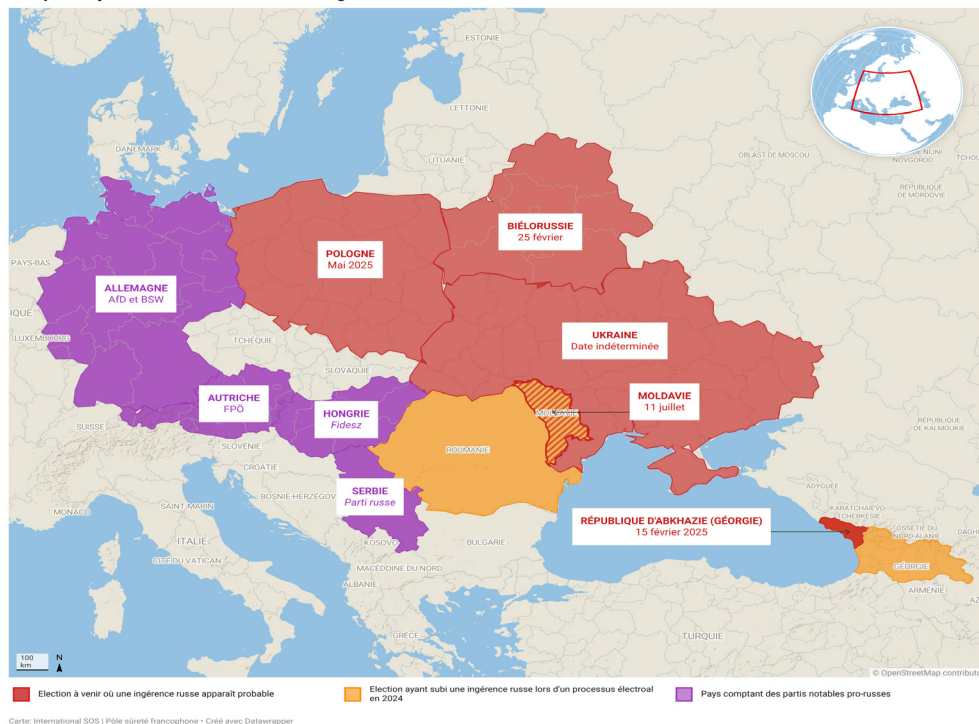
Plusieurs facteurs concourent à entretenir la menace terroriste ; la modération de la position de certains pays européens à l'égard des opérations militaires israéliennes au Proche-Orient devrait continuer à encourager la commission d'actes isolés, la guerre étant toujours en cours tant à Gaza qu'au Liban ; l'instabilité politique, par ailleurs, favorise la consolidation.

> EUROPE & CEI

L'INGÉRENCE RUSSE DANS LES AFFAIRES POLITIQUES EUROPÉENNES

Si l'élection présidentielle américaine de 2016 s'était démarquée par les accusations d'ingérence russe au profit du candidat Donald Trump, les opérations d'influence du Kremlin à travers le monde afin de faire avancer ses intérêts à moindre coût sont désormais monnaie courante : la montée du sentiment antifrançais au Sahel en est l'un des succès les plus notoires, tout comme la polarisation du débat public au sein de nombreux pays européens entre, d'un côté, les pro-Union européenne et, de l'autre, les pro-Russie. Cet enjeu géopolitique restera un défi majeur en 2025.

Europe - Pays faisant face à une forme d'ingérence russe



DES OPÉRATIONS D'INFLUENCE AU SUCCÈS ÉPROUVÉ

Les actions d'ingérence russe dans les affaires politiques européennes s'avèrent non seulement croissantes mais également de plus en plus sophistiquées. De nombreux acteurs et outils sont en effet mobilisés afin d'influencer les électeurs et l'opinion de la société civile vers des choix favorables au Kremlin : tandis que les « usines à trolls » - qui inondent les réseaux sociaux de contenus pro-Kremlin et/ou décrédibilisant ses adversaires par le biais, bien souvent, de campagnes de désinformation - restent l'un des outils privilégiés de Moscou, les autorités russes peuvent également compter sur une constellation d'acteurs politiques « antisystème » dont la proximité avec la [Russie](#) s'est trouvée exacerbée à l'aune du conflit en [Ukraine](#).

Ainsi, tandis que la Cour Constitutionnelle en [Roumanie](#) a annulé les résultats de l'élection présidentielle le 6 décembre 2024 en raison d'une « interférence russe » avérée, l'élection présidentielle en [Moldavie](#) s'est elle aussi trouvée profondément perturbée par des actions d'ingérence russe; la [Géorgie](#), quant à elle, reste encore aujourd'hui secouée de troubles sociaux consécutifs aux résultats d'une élection présidentielle marquée, elle aussi, par de massives opérations d'influence conduites par le Kremlin.

DES ÉLECTIONS HAUTEMENT SENSIBLES EN 2025

Le défi démocratique et géopolitique majeur incarné par les actions d'ingérence russe dans les processus électoraux européens restera un enjeu incontournable de l'année 2025.

À cet égard, deux scrutins en particulier feront fort certainement l'objet d'une tentative d'interférence russe : la [Pologne](#) - qui organisera son élection présidentielle en mai prochain - s'avère un pivot fondamental de l'OTAN en Europe et apparaît comme l'un des soutiens les plus forts de l'[Ukraine](#) sur le continent ; la [Moldavie](#) - qui tiendra ses élections législatives le 11 juillet - fera face quant à elle à un risque d'ingérence russe d'autant plus fort qu'une partie non-négligeable de sa population s'est déjà montrée, l'année dernière, favorable à un rapprochement avec Moscou.

Amériques - Échéances électorales en 2025



Carte: International SOS | Pôle sûreté francophone - Créé avec Datawrapper

ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

L'année 2025 se montrera chargée en élections générales à travers les Amériques : si le risque de troubles sociaux notables apparaît réduit pour des territoires comme le [Canada](#) ou le [Groenland](#), d'autres scrutins devront nécessiter une vigilance accrue, à l'instar de l'[Argentine](#) qui tiendra des élections législatives dans un contexte socio-économique particulièrement tendu

L'[Équateur](#), quant à lui, organise des élections générales sur fond d'accroissement substantiel de la criminalité violente, deux ans après l'élection présidentielle qui avait vu l'assassinat de l'un de ses candidats par tueur à gage recruté par un gang.

DES TENSIONS POLITIQUES CROISSANTES

L'Amérique latine connaît régulièrement des tensions socio-politiques aboutissant parfois en troubles sociaux meurtriers comme ceux ayant frappé le [Pérou](#) en 2022-2023.

Cette année, il s'agira de surveiller la [Bolivie](#), où les tensions au sein du parti dirigeant MAS-IPSP aurait conduit à une tentative de coup d'Etat et d'assassinat de l'ancien président Evo Morales ; le [Venezuela](#), où l'opposition fait l'objet d'une répression croissante sur fond de dérive autoritaire ; l'[Argentine](#), où les mouvements sociaux ne devraient pas faiblir ; le Pérou enfin, où la gronde populaire reprend de l'ampleur sur fond, là encore, de répression accrue de toute contestation.

Pays nécessitant une attention particulière en matière de troubles socio-politiques en 2025



Carte: International SOS | Pôle sûreté francophone - Créé avec Datawrapper

Amérique latine - Pays connaissant les activités les plus notables d'organisations criminelles structurées



Carte: International SOS | Pôle sûreté francophone - Créé avec Datawrapper

CRIMINALITÉ VIOLENTE

Après un accroissement substantiel de la criminalité violente à travers l'Amérique latine en 2024, l'année 2025 devrait voir cette tendance se poursuivre, notamment en raison de l'activité croissante des gangs centre-américains à travers la région.

Certains pays se distinguent en la matière : tandis que l'[Équateur](#), le [Jamaïque](#) et le [Mexique](#) devraient subir une criminalité violente croissante, le [Salvador](#), l'[Argentine](#) et le [Colombie](#) devraient voir se confirmer la diminution, déjà engagée, du nombre de crimes violents commis en leur sein.

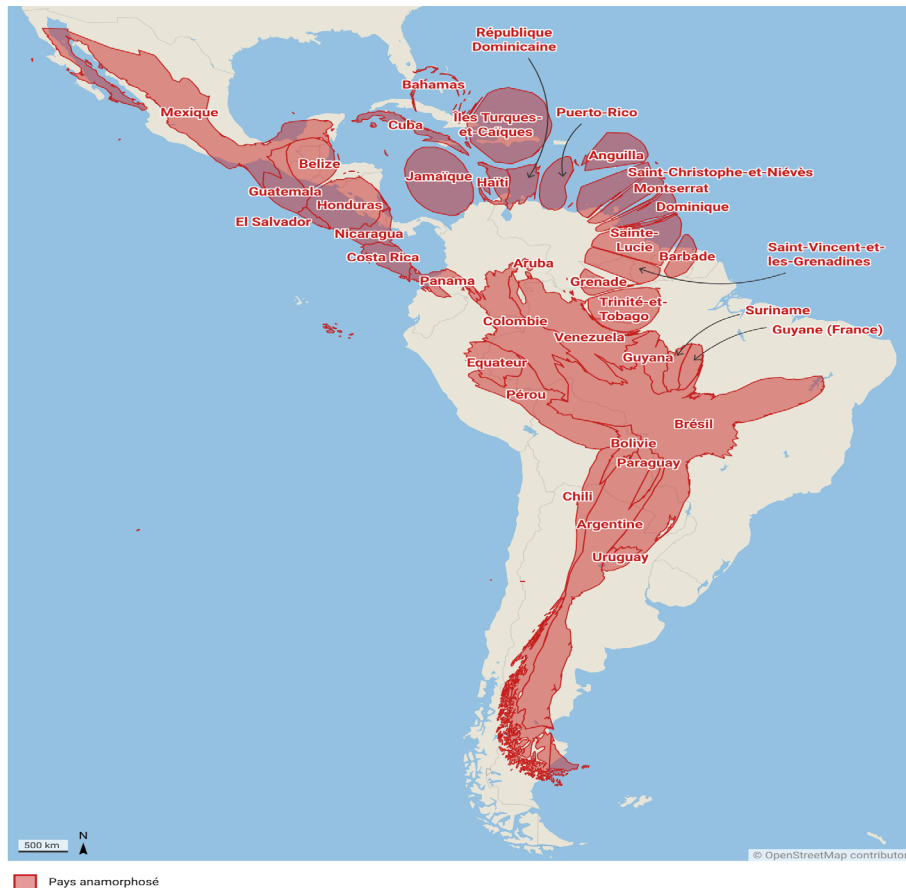
> AMÉRIQUES

LA CRIMINALITÉ VIOLENTE EN AMÉRIQUE LATINE

De tous les continents, l'[Amérique latine](#) se distingue par le quasi-paradoxe unissant son fort taux de développement - le troisième plus important du monde après l'[Amérique du Nord](#) et l'[Europe](#) - à une criminalité violente endémique, traditionnellement propre aux régions les moins développées de la planète. Pratiquement tous les pays sont concernés, en particulier ceux des [Caraïbes](#) et d'[Amérique centrale](#) ; malgré des succès parfois fulgurants en matière de lutte contre la criminalité violente, comme au [Salvador](#), cette menace restera incontournable en 2025 dans la région.

Amérique latine - Cartogramme du taux national d'homicides volontaires en 2023

Anamorphose géographique du territoire des pays latino-américains selon le nombre d'homicides volontaires rapporté à la population totale en 2023



UN CONTINENT GANGRENÉ PAR LA CRIMINALITÉ VIOLENTE

Si certains pays souffrent d'une réputation toute particulière en matière de criminalité violente en raison de son caractère spectaculaire et souvent médiatisé - à l'instar du [Mexique](#) et ses célèbres cartels-, ils ne s'avèrent pas nécessairement les plus violemment touchés : ainsi, bien moins connus en raison de leur petite taille, des entités comme les [Îles Turques-et-Caïques](#) - d'une taille plus ou moins équivalente à celle du département français de [Territoire de Belfort \(90\)](#) par exemple- connaissent parmi les taux d'homicides volontaires les plus élevés du monde : en 2023, 77,6 meurtres étaient dénombrés pour 100 000 habitants (le triple du Mexique par exemple, avec un taux de 25,2, et plus de 64 fois celui de la France, avec un taux de 1,2 la même année).

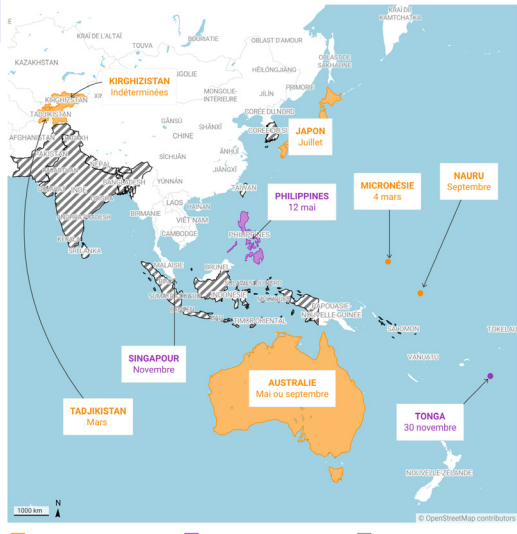
Si le taux d'homicides volontaires est un indicateur intéressant de la criminalité violente, il ne couvre pas, cependant, les nombreuses autres menaces émanant de cette dernière et qui gangrenent la situation sécuritaire sur place : extorsions violentes, enlèvements, violences sexuelles, actes de tortures, menaces verbales et physiques, trafics de tout genre...

UNE SITUATION QUI DEVRAIT S'AGGRAVER EN 2025

Si le taux d'homicides volontaires est un indicateur intéressant de la criminalité violente, il ne couvre pas, cependant, les nombreuses autres menaces émanant de cette dernière et qui gangrenent la situation sécuritaire sur place : extorsions violentes, enlèvements, violences sexuelles, actes de tortures, menaces verbales et physiques, trafics de tout genre...

Le crime organisé, en très grande partie à l'origine de cette criminalité violente, n'a fait que croître en taille ces dernières années - à l'exception notable de pays comme le [Salvador](#), passant d'un taux d'homicides volontaires de 106,3 en 2015 à 2,4 en 2023 - ; leur pouvoir géoéconomique croissant alimente, de fait, leur détermination à influencer la politique locale afin de protéger leurs intérêts : l'assassinat en [Équateur](#) du candidat à la présidence Fernando Villavicencio en août 2023 en a été un exemple, tout comme celui de plus d'une trentaine de candidats à diverses élections au [Mexique](#) en 2024. L'aggravation de la menace posée par la criminalité violente devrait s'imposer en particulier au sein des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

Asie - Échéances électorales en 2025



ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

La région ne connaîtra que peu d'élections revêtant un aspect sécuritaire majeur; il conviendra toutefois de rester vigilants aux élections suivantes :

- **Japon** : si le risque d'un accroissement de la menace sécuritaire lié aux élections apparaît très faible, ce scrutin s'inscrira toutefois dans un cadre géopolitique particulier, les autorités japonaises ayant réinvesti massivement le champ militaire ces dernières années face à la menace chinoise et nord-coréenne
- **Philippines** : les élections générales que connaîtront le pays le 12 mai se feront sur fond de relative dérive autoritaire du pouvoir et de retour sur la scène politique de l'ancien président Rodrigo Duterte, surnommé le « Trump de l'Asie » en raison de ces méthodes inhabituelles et régulièrement brutales.

CONFLITS, TENSIONS RÉGIONALES ET MENACES TERRORISTES

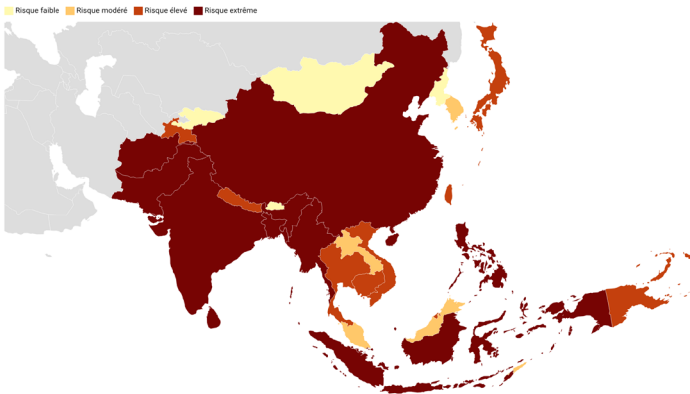
Les principaux points d'attention en la matière seront :

- Les menaces croissantes de la **Chine** à l'encontre de **Taïwan**, incarnées par la multiplication des manoeuvres à son encontre ;
- La dégradation croissante de la situation sécuritaire et sociopolitique au **Pakistan** ;
- L'accroissement des tensions géopolitiques entre **Beijing** et ses voisins, en particulier en **Mer de Chine** avec les **Philippines** ;
- L'intensification de la guerre civile au **Myanmar** et la potentielle capture de villes majeures par l'insurrection ;
- L'inscription dans la durée de la crise politique que traverse la **Corée du Sud**.

Asie - Pays devant connaître une potentielle aggravation de leur situation sécuritaire en 2025



Asie - Exposition aux risques naturels, tous types confondus



Map: International SOS | Pôle sécurité francophone - Created with Datawrapper

RISQUES NATURELS

Comme chaque année, le risque de catastrophes naturelles d'ampleur croît concomitamment au dérèglement climatique ; l'année 2025 en Asie ne fera pas exception, notamment en raison du phénomène La Niña qui devrait provoquer des précipitations supérieures à la normale, notamment en **Indonésie**, en **Malaisie** et dans les **Philippines**. Le risque de tempêtes et cyclones apparaît également accru, tout comme le potentiel destructeur de ces derniers, notamment aux **Philippines**, au **Vietnam**, dans le sud de la **Chine**, au **Bangladesh**, au **Myanmar** et dans l'est de l'**Inde**.

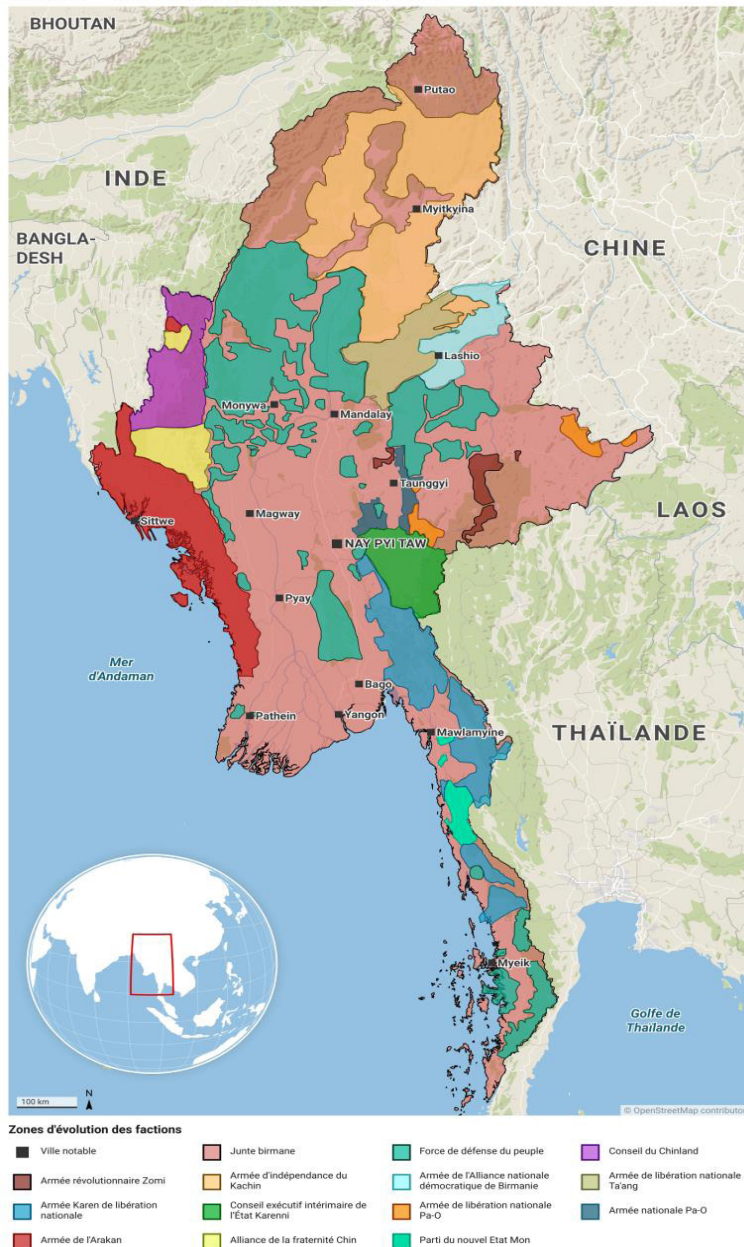
Paradoxalement, ce même phénomène La Niña pourrait provoquer des sécheresses et chaleurs extrêmes à travers l'Asie en perturbant les taux d'humidité locaux ; la **Malaisie**, **Singapour** et l'**Indonésie** serait particulièrement concernés par ce risque, qui pourra s'avérer également problématique dans les grands centres urbains de la région, traditionnellement très pollués.

> ASIE - PACIFIQUE

LA GUERRE CIVILE AU MYANMAR

Oblitérée par le conflit en Ukraine ou par les crises au Moyen-Orient, la guerre civile au Myanmar continue pourtant de faire rage depuis le coup d'Etat du 1er février 2021, laissant dans son sillage plusieurs milliers de morts et des perspectives actuellement inexistantes d'un quelconque processus de paix. Alors que l'essentiel des grands centres urbains sont encore aux mains de la junte, le conflit semble parti pour s'enliser entre, d'un côté, des zones rurales tenues par la rébellion et, de l'autre, une zone sanctuaire au centre du pays tenue par le régime.

Myanmar - Situation sécuritaire au 1er janvier 2025



UN CONTINENT GANGRENÉ PAR LA CRIMINALITÉ VIOLENTE

Depuis son indépendance du [Royaume-Uni](#) en 1948, le [Myanmar](#) est déchiré par des conflits ethniques impliquant plus d'une dizaine de groupes armés représentant diverses communautés, notamment les Karen, Kachin, Shan et Rohingya ; ces groupes réclament la cessation de la marginalisation sociopolitique dont ils font l'objet de la part des autorités dominées par l'ethnie majoritaire birmane. Si les affrontements restaient relativement sporadiques, ces derniers se sont embrasés en 2021 après un coup d'État militaire ayant renversé le gouvernement élu de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) dirigé par Aung San Suu Kyi, provoquant l'état de guerre civile actuelle.

Cette prise de pouvoir a provoqué des manifestations massives, une violente répression, et la formation de nombreux groupes de résistance armés, notamment le Gouvernement d'unité nationale (GUN) et ses Forces de défense du peuple (FDP), soutenus par plusieurs groupes ethniques armés.

DES ÉLECTIONS HAUTEMENT SENSIBLES EN 2025

La situation actuelle au Myanmar est celle d'une guerre civile généralisée. Les FDP et divers groupes ethniques armés contrôlent désormais de vastes pans des régions rurales, notamment à l'ouest, au nord et au sud du pays, tandis que les forces militaires birmanes (Tatmadaw) tentent de maintenir leur emprise sur les centres urbains, qu'elles contrôlent encore dans leur très grande majorité. Cette guerre asymétrique a conduit à une crise humanitaire majeure, poussant plusieurs centaines de milliers de personnes à fuir leur foyer et conduisant à la mort plus de 6 300 civils ; diverses organisations humanitaires et internationales dénoncent régulièrement les crimes de guerre et contre l'humanité (massacres, enlèvements, violences sexuelles...) commis par les deux camps.

Les groupes rebelles, bien que nombreux –la fourchette basse les estime forts d'environ 100 000 combattants-, soutenus par une partie de la population et bien équipés, souffrent toutefois d'un manque d'unité notoire ; les alliances entre groupes armés ethniques et FDP sont souvent circonstancielles, avec des intérêts divergents les conduisant à revoir régulièrement la nature de leur coopération. De son côté, la junte militaire s'appuie sur sa supériorité en armement et sur un réseau international de soutiens, notamment la [Chine](#) et la [Russie](#), pour se maintenir au pouvoir ; les sanctions internationales et l'isolement diplomatique de la junte n'ont pas réussi à l'affaiblir de manière significative. Dès lors, ce conflit devrait rester le plus important conflit de l'année 2025 en Asie.



WORLDWIDE REACH. HUMAN TOUCH.

RAPPORT THÉMATIQUE 2025

internationalsos.fr
france@internationalsos.com